

Pouvoir d'emprunt

malgré le fait que la taxe sur les corporations a baissé depuis 1984 au lieu d'augmenter. Mais je dis quand même que nous voulons corriger très vite ces distorsions.

«Les taux de taxes sur les corporations», dit-il, «doivent diminuer pour rester compétitifs avec ce qui se passe aux États-Unis avec les réformes fiscales».

Madame la Présidente, aux États-Unis, on augmente les taxes payées par les corporations de 132 milliards de dollars et voici que nous avons le ministre des Finances qui dit que malgré toutes les concessions fiscales qu'on donne aux corporations, qu'il ne faut pas augmenter du tout le fardeau fiscal sur les corporations et qu'on va diminuer les taux sur les corporations.

J'accepte que selon le ministre on va effectivement stopper certaines des échappatoires. C'est bon cela. Mais on doit aussi regarder la situation dans laquelle on n'a eu aucune augmentation de taxes sur les corporations, en même temps qu'on augmente de 50 p. 100 les taxes sur les personnes.

Et finalement, madame la Présidente, le ministre a dit aux journalistes, peut-être en réponse à une question au Club Macdonald-Cartier, à Calgary, où on lui avait demandé son point de vue sur Petro-Canada: «Nous croyons», disait-il, «qu'il n'y a aucun rôle en termes de politique publique qui reste pour Petro-Canada. Et donc le gouvernement peut maintenant avancer pour vendre Petro-Canada.»

Madame la Présidente, certains des députés conservateurs favorisent cette position de privatisation de Petro-Canada. Je peux dire comme néo-démocrate que les raisons pour l'achat de Petro-Canada restent bonnes, que les Canadiens et les Canadiennes ont appuyé l'achat de Petro-Canada une fois que les propos ont été préconisés... proposés par qui? Par un néo-démocrate lors du gouvernement minoritaire de 1972 jusqu'à 1974. Et l'une des raisons pour lesquelles maintenant les néo-démocrates sont sur un pied d'égalité avec les libéraux dans la province de Québec c'est parce que, nous, nous reconnaissons pourquoi les Canadiens désirent garder Petro-Canada comme société de la Couronne.

• (1240)

[Traduction]

Je suis déçu d'entendre des conservateurs appuyer à la Chambre les propos qui ont peut-être échappé au ministre des Finances lorsqu'il a dit, à Calgary, que Petro-Canada n'avait plus de rôle politique à jouer et que, par conséquent, nous pouvions mettre en vente cette société d'État. Au contraire, ce rôle existe toujours, à notre avis. Ainsi, le gouvernement aurait dû, ces deux dernières semaines, inciter la société à ne pas imiter la pétrolière multinationale qui a haussé le prix de l'essence. À l'instar des Canadiens, nous estimons que Petro-Canada doit notamment nous servir de porte d'entrée dans le secteur, et nous aider protéger les consommateurs des multinationales qui veulent les arnaquer à la pompe. Comme la majorité des Canadiens, sans doute, nous ne voulons pas revivre la situation des années 70. Nous refusons de servir à nouveau d'otages aux sociétés privées, si jamais, comme à cette époque, le prix du pétrole se remettait à grimper en flèche.

Le ministre des Finances a également donné sa vision du monde. Devant une assemblée de gens d'affaires où il n'y avait certainement pas de pauvres, il a dit que la déréglementation

de l'industrie dans un contexte propre à encourager l'esprit d'entreprise et à attirer les investissements étrangers répondait, avec le libre-échange, à la logique selon laquelle les lois du marché sont celles qui président aux meilleures décisions économiques.

Des voix: Bravo!

M. Cassidy: Les députés conservateurs ne se gênent pas pour applaudir aux propos du ministre des Finances, que je viens de citer.

L'autre jour j'ai demandé au ministre, à la Chambre, pourquoi son gouvernement avait attiré si peu d'investissements étrangers alors qu'il s'était mis en quatre pour montrer que le Canada était, comme on s'est plu à le répéter, dorénavant résolu à conclure des affaires. En 1985 et 1986, on a consacré en investissements directs à long terme quelque 10 milliards de dollars au total à la création d'emplois. Les investissements directs par des intérêts canadiens, madame la Présidente, ont représenté 10 milliards de dollars sur deux ans, soit 5,1 milliards en 1985 et 4,8 milliards en 1986.

• (1250)

Qu'en est-il des investissements directs par des intérêts étrangers? Ceux-ci ont augmenté de 1,5 milliard en 1986, mais ils avaient baissé de 2,5 milliards l'année précédente. Par conséquent, le bilan de ces deux années constitue pour le Canada une perte de 1 milliard au titre des investissements directs étrangers. Ce qui n'empêche pas le ministre des Finances d'aller dire, à Calgary, que son gouvernement a merveilleusement réussi à attirer des investissements directs étrangers. Lui et son gouvernement n'ont pourtant pas lieu de se vanter.

Entre autres miracles dans le secteur de l'économie, il avait été prévu que les capitaux couleraient à flots au Canada sous la forme d'investissements directs destinés à favoriser la création d'emplois, surtout dans les régions défavorisées. Or il ne s'est rien produit de tel, bien au contraire. Les multinationales américaines ont retiré leurs investissements du Canada, et le cœur industriel de l'Ontario en témoigne. Dans la circonscription de mon chef, dans la fabrique de chocolat où travaillaient 400 personnes, on procède à l'organisation rationnelle des effectifs. N'est-ce pas la fabrique Roundtree qui est sur le point de fermer, fabrique qu'avait rachetée Cadbury—mais c'est peut-être le contraire...

M. Stewart: Ne serait-ce pas Nielsens plutôt?

M. Cassidy: ... entraînant ainsi la disparition de 400 emplois?

Dans la circonscription de Lakeshore, que représente un éminent conservateur, plus d'un millier d'emplois à l'usine *Goodyear Tire* sont appelés à disparaître. Pourquoi? Non pas que l'usine ne soit pas rentable; mais simplement la compagnie a décidé d'interrompre pendant un an ou deux la fabrication au Canada. Elle veut casser les reins du syndicat en dépit de l'esprit de collaboration manifesté par ce dernier pour rentabiliser l'usine. Je me suis rendu sur place et j'ai constaté que les emplois sacrifiés pour ce que l'on disait être la bonne cause à l'origine, l'étaient à présent pour le bien de l'entreprise. Dans le but d'éviter que sa filiale ne soit rachetée par une entreprise anglaise, la compagnie mère aux États-Unis s'était très lourdement endettée, de façon à protéger les privilèges de la direction. Aussitôt après, que s'est-il produit? La société américaine